

les frontières. Cette façon de voir ne saurait trouver de meilleur exemple que dans la participation du Canada au développement du GATT.

Depuis son entrée en vigueur en 1947, le GATT a non seulement permis de décupler le commerce mondial, mais, du même coup, il a permis de faire passer de 9 000 dollars en 1950 à plus de 22 000 dollars aujourd'hui (soit à peine 1,8 p. 100 au-dessous de celui des États-Unis) le produit intérieur brut réel par habitant au Canada.

Aujourd'hui, le GATT vise de nouvelles réductions des droits de douane, ainsi qu'un élargissement des règles pour qu'elles englobent l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle. On peut donc s'attendre à de nouveaux progrès sur le plan des échanges et de la prospérité, et cela à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi le succès des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round demeure la priorité absolue de notre politique commerciale.

Plus d'un quart de l'économie canadienne dépend des échanges commerciaux. C'est considérable. C'est pourquoi aucun gouvernement n'est sans doute plus déçu que le nôtre de voir que la communauté internationale ne soit pas encore parvenue à conclure les négociations de l'Uruguay Round.

À ceux d'entre vous qui ont perdu espoir dans les négociations de l'Uruguay Round, je voudrais dire qu'un rai de lumière est à l'horizon. Mais cela exigera beaucoup de travail, une volonté politique et un engagement fondamental à l'égard de la libéralisation des échanges. Un résultat global, équilibré et réel est à notre portée.

Ne perdons pas de vue les importants progrès qui ont été réalisés dans les négociations de l'Uruguay Round depuis l'hiver dernier. Je veux parler bien sûr du projet d'acte final, c'est-à-dire du rapport Dunkel, produit en décembre dernier. Je veux parler aussi de l'accord avec la Communauté européenne (CE) sur la réforme agricole. Je veux parler du rétrécissement des divergences entre la CE, les États-Unis et le Groupe de Cairns en ce qui concerne l'agriculture. Je veux parler enfin des dirigeants du Groupe des Sept, lors du Sommet du Munich en juillet, qui tablaient sur la conclusion des négociations avant la fin de 1992.

La porte est maintenant ouverte pour un dernier effort dans les négociations de l'Uruguay Round. C'est une chance que nous devons saisir.